

## TRADUCTION NON OFFICIELLE



### REPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA MINISTERE DU POUVOIR POPULAIRE POUR LES RELATIONS EXTERIEURES

#### COMMUNIQUE

Le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela manifeste son ferme rejet des regrettables déclarations du Président Emmanuel Macron dans le cadre d'une réunion d'Ambassadeurs à Paris, le 29 août 2017, qui constituent une nette ingérence dans les affaires intérieures de la République bolivarienne du Venezuela.

Des déclarations comme celle-ci portent atteinte à l'institutionnalité vénézuélienne et semblent suivre la permanente obsession impériale d'attaquer notre peuple, ignorant les principes les plus élémentaires du Droit international. Ces agressions ne contribuent nullement au bon état des relations que nous avons historiquement maintenues et cultivées entre les deux pays.

Le Gouvernement vénézuélien exige du Gouvernement français le respect de sa démocratie, construite sur la base des principes républicains universels et soutenue par la souveraineté populaire. La prise de position du Président Macron constitue une offense au Peuple et au Gouvernement démocratiquement élu du Venezuela ainsi qu'à ses institutions.

Les affirmations du Chef de l'Etat français révèlent une profonde méconnaissance de la réalité vénézuélienne, dont le peuple se trouve dans une paix absolue après l'élection populaire de la souveraine Assemblée Nationale Constituyente, tandis que s'organise un nouveau processus électoral pour élire les Gouverneurs régionaux conformément à la Constitution nationale, avec la participation de tous les facteurs politiques du pays.

Nous exhortons le Gouvernement français à revenir à la position sensée de soutenir le processus de dialogue national, sans intervenir dans les affaires intérieures, dans le respect du droit à l'autodétermination de notre Peuple et posant les fondations de bonnes relations bilatérales.

**Caracas, le 29 août 2017**